

NOUS CROYONS EN LA PAIX

par Julia Esquivel

Julia Esquivel a dirigé pendant plusieurs années la revue chrétienne *Dialogo*, avant de devoir s'exiler du Guatemala. De passage à Montréal à la fin de mars, elle a bien voulu accorder à RELATIONS une longue interview, dont voici quelques extraits. Le tableau qu'elle trace de l'injustice sociale, de la violation des droits humains et de la guerre ouverte qui sévissent présentement dans son pays éclaire l'engagement de nombreux chrétiens dans la lutte et explique la persécution infligée à l'Église guatémaltèque.

Relations: Le 23 mars, un coup d'État renversait le gouvernement du Guatemala, à peine plus de deux semaines après la tenue des élections présidentielles. Un groupe de militaires destituait le gouvernement militaire du président Romeo Lucas Garcia, avant que son successeur élu, le général Anibal Guevara, n'ait pu entrer en fonction. La nouvelle junte justifiait son intervention en rappelant les critiques formulées par les partis d'opposition à propos du déroulement des élections du 7 mars et en assurant "mettre fin à la corruption et rétablir une véritable démocratie". Les événements ont de quoi dérouter un observateur du Nord...

Julia Esquivel: Ce coup d'État n'a pourtant rien de bien surprenant, et je peux même dire que nous nous y attendions depuis un petit moment. Pour deux raisons. D'abord, parce que le gouvernement des États-Unis reconnaissait ouvertement les graves et nombreuses violations des droits humains perpétrées par le régime Lucas; dans ces conditions, il était pratiquement impossible que le Congrès autorise le président Reagan à fournir de l'aide militaire au Guatemala, même si la guérilla y est bien organisée et contrôlée déjà une bonne partie du pays. En fait, Guevara était le candidat de Lucas Garcia, si bien que les "élections" n'avaient rien changé au régime politique du pays; il fallait donc recourir à un autre scénario pour corriger "l'image internationale" du Guatemala et permettre au gouvernement américain d'appliquer sa politique de pacification de l'Amérique centrale. Le scénario utilisé n'a rien de bien original — et c'est d'ailleurs ce qui permettait aussi de le prévoir —, en fait il répète exactement ce qui s'est passé au Salvador en 1979. Le coup d'État de San Salvador a porté au pouvoir un groupe de militaires qualifiés de "modérés", et un représentant de la Démocratie chrétienne, Duarte. De même, à Ciudad Guatemala, les responsables du putsch se sont exprimés de se qualifier eux-mêmes de modérés; ensuite, ils se sont placés sous l'autorité du général Rios Montt, qui a été le candidat de la Démocratie chrétienne aux élections présidentielles de 1974; enfin, ils ont déclaré solennellement que "le but primordial du coup d'État est de convoquer de nouvelles élections qui, cette fois, seront limpides et pures". On peut deviner la suite: la junte s'engagera à mettre en oeuvre de nombreuses réformes, probablement même une réforme agraire. Le nouveau régime offrira, de ce fait, des garanties de "modération" et de "démocratie", qui permettront au président Reagan et au Congrès de "venir en aide" au Guaté-

mala, de lui fournir des armes et des conseillers militaires pour lutter contre la guérilla.

D'ailleurs, pourquoi la nouvelle junte a-t-elle permis à Lucas Garcia et à Guevara de quitter le pays et de se réfugier à Miami, sans avoir à répondre des crimes qu'ils ont commis contre le peuple du Guatemala? Ce fait à lui seul la rend complice de l'ancien régime: au fond, c'est la même clique qui se succède à elle-même, avec la bénédiction de Washington.

Élections et démocratie

Relations: Nous qui sommes habitués aux règles assez précises du système électoral britannique, nous avons facilement tendance à identifier "élections" et "démocratie". Il n'est pas évident, cependant, qu'au Guatemala ces deux mots correspondent à ce que nous avons en tête.

Julia Esquivel: Effectivement, il y a longtemps que le peuple guatémaltèque a appris à ses dépens que les élections au Guatemala n'ont pas grand-chose à voir avec la démocratie: sauf deux fois entre 1944 et 1954, le pays n'a pas connu d'élections véritablement démocratiques. Et depuis que la CIA a renversé le gouvernement de Jacobo Arbens, en 1954, tous les présidents ont été désignés par l'armée. Prenons comme exemple le scrutin du 7 mars.

Tous les partis qui ont présenté des candidats sont des partis d'extrême-droite, sauf la Démocratie chrétienne, qui depuis plusieurs années a perdu pour nous toute crédibilité: ce parti agit par opportunisme et sacrifie volontiers les intérêts du peuple à la conquête du pouvoir politique, ou plutôt d'un semblant de pouvoir. Quand les candidats aux élections se réclament de partis qui se déclarent prêts à massacrer la population, pour résister au "communisme", où est l'espérance pour le peuple? Ce ne sont pas là de vaines menaces, d'ailleurs, dans un pays où, depuis les années 60, c'est l'armée qui contrôle la politique, l'économie et les relations avec les corpora-

tions transnationales. En participant aux élections, dans ce contexte, la Démocratie chrétienne se trouvait appuyer implicitement une politique de génocide et d'extermination. Comme c'est le cas présentement au Salvador.

Les autres partis sont clairement d'extrême-droite, malgré ce que leurs noms pourraient laisser supposer. Le *Mouvement de Libération nationale* (MLN) a été fondé à la suite de l'intervention militaire américaine de 1954. Ses dirigeants eux-mêmes présentent leur parti comme celui de "la violence organisée". Ils disposent d'une armée particulière, formée de paysans et de petits propriétaires qui s'engagent comme mercenaires. Ils ont créé la "Mano blanca" (la Main blanche) et "Ojo por ojo" (oeil pour oeil), deux groupes para-militaires qui se chargent d'exécuter les criminels de droit commun... et les adversaires politiques de leurs chefs.

Vient ensuite la *Central Aranista Organizada*, le parti du général Arana Osorio. Dans les années 60, le général Arana, assisté d'un État-major formé de militaires américains, a résolu de venir à bout des mouvements de guérilla qui avaient commencé de se former. Bilan: 20 000 morts. En fait, il est le rival immédiat des frères Lucas Garcia, auxquels il espérait arracher le pouvoir politique (et les avantages économiques qui l'accompagnent).

Reste le *Front démocratique populaire* (un nom choisi pour tromper le peuple) du général Anibal Guevara, qu'appuyaient les frères Lucas Garcia (au moment du coup d'État, l'un était président de la République et l'autre ministre de la Défense nationale). C'est lui qui est censé avoir remporté facilement les élections du 7 mars.

Ces partis politiques reflètent surtout des luttes de pouvoir au sein de l'oligarchie militaire. Pour le peuple, ils ne représentent pas un véritable choix. D'autant plus que ça n'a aucun sens de déclencher des élections dans un pays en guerre; or, depuis 1980, le Guatemala est en état de guerre: l'armée conduit ses opérations très ouvertement. L'an dernier seulement, plus de 11 500 personnes ont été tuées par les militaires: des communautés rurales ont été exterminées, des indigènes ont été tués par milliers; on a utilisé des avions et des hélicoptères pour bombarder des villages, on en a brûlé d'autres au napalm... Ce qui se passe présentement au Guatemala, c'est un génocide. Comment voulez-vous organiser des élections démocratiques dans une situation pareille?

S'il y a encore des gens, dans les pays du premier monde, qui accordent quelque crédibilité aux élections guatémaltèques, c'est simplement parce qu'ils ignorent la guerre civile et le génocide qui font rage là-bas. Je sais que la chose est difficile à imaginer. Il faut avoir vu le pays pour comprendre comment le gouvernement a opté pour la terreur, passant des exécutions sélectives à des massacres en masse, quand il a compris que les indigènes passaient massivement du côté de la guérilla.

L'opposition

Relations: En somme, la véritable opposition ne se trouve pas dans les partis qui ont participé aux dernières élections, et qui se retrouvent assez proches de la junte



(Photo: Jacques Greiner)

"La paix est le fruit de la justice. L'injustice engendre la guerre. Nous le constatons tous les jours."
(Julia Esquivel)

nouvellement installée au pouvoir, mais bien dans les organisations politiques qui appuient la guérilla?

Julia Esquivel: Oui. Depuis 27 ans, le gouvernement a toujours refusé de discuter avec les syndicats, les groupes populaires, l'Action catholique même. Les exécutions ont été sa seule façon de "dialoguer". Aujourd'hui, le peuple ne veut plus rien savoir des militaires, et les organisations de la guérilla sont bien structurées et bien coordonnées.

Il faut savoir que ces mouvements de guérilla ne sont pas nés du jour au lendemain. C'est en 1962 que deux jeunes officiers dissidents ont décidé de prendre le maquis. Malgré les massacres du général Arana, et au moment même où celui-ci proclamait que la guérilla avait été complètement éliminée (au début des années 70), le mouvement de lutte armée recommençait de s'organiser et de s'implanter silencieusement.

Il y a déjà une dizaine d'années que l'EGP (l'Armée de la guérilla des pauvres) s'est installée dans le Nord-ouest du pays; ses membres ont d'abord passé deux années entières à reconnaître le terrain et à découvrir les techniques de survie et de subsistance dans la forêt du Guatemala. Ensuite, progressivement, ils ont gagné la confiance des paysans, ils ont appris la langue des indigènes et ils se sont adaptés à un mode de vie tout à fait nouveau. Ce n'est qu'en 1975 qu'ils ont effectué leur premier raid punitif (contre un grand propriétaire qui ne donnait pas cher de la vie des indiens).

Parallèlement, les communautés de base, les mouvements d'étudiants, d'intellectuels, la solidarité entre paysans et ouvriers, tout cela se développait de côté et d'autre. Mais l'intransigeance du gouvernement devait entraîner un rapprochement progressif entre ces groupes politiques et les organisations de la guérilla. Depuis 1978, l'unification et la coordination se sont beaucoup accentuées.

LES CINQ POINTS FONDAMENTAUX DU MANIFESTE

1. La révolution mettra un terme définitif à la répression contre le peuple et elle garantira aux citoyens la vie et la paix, droits suprêmes de l'être humain.
2. La révolution mettra en place les structures nécessaires pour répondre aux besoins fondamentaux de la grande majorité du peuple, en commençant par exercer un contrôle économique et politique sur les grandes propriétés, qu'elles soient aux mains du capital national ou étranger.
3. La révolution garantira l'égalité entre les indigènes et les "Ladinos" (le terme désigne la population d'origine européenne et de langue espagnole); elle mettra un terme à l'oppression culturelle et à la discrimination.
4. La révolution garantira la création d'une société nouvelle; elle verra à ce que soient représentés au gouvernement tous les secteurs patriotes, populaires et démocratiques.
5. La révolution garantira la politique de non-alignement et de coopération internationale qui est aujourd'hui indispensable aux pays pauvres pour qu'ils puissent se développer, sur la base du droit des peuples à l'autodétermination.

(trad. Relations)

En fait, bien des groupes et des communautés, qui n'auraient jamais pensé devoir un jour appuyer la guérilla, y ont été amenés par leur pratique quotidienne et par l'opposition qu'ils rencontraient de la part du gouvernement et des grands propriétaires. Peu à peu, il est devenu évident que le changement nécessaire devait être radical. On ne peut introduire de véritable changement au Guatemala sans mettre un terme à la violence répressive; et on n'affronte pas la répression les mains nues.

Relations: Où en est, à l'heure actuelle, l'unification de la guérilla?

Julia Esquivel: Il y a au Guatemala quatre grandes organisations de guérilla: EGP (l'Armée de la guérilla des pauvres), ORPA (l'Organisation du peuple en armes), PGT (le Parti guatémaltèque des travailleurs), FAR (les Forces armées rebelles). Dès 1978, trois de ces organisations s'étaient regroupées. Depuis, la guerre systématique conduite par l'armée a beaucoup stimulé le mouvement de coordination.

Le 7 février dernier, les quatre organisations publiaient une proclamation conjointe, annonçant la création de

l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque: déjà les partenaires avaient reconnu la convergence de leur lutte sur le terrain, mais ce manifeste commun témoigne d'une unité plus profonde et plus organique, en termes d'objectifs politiques et de stratégie militaire.

En appui à cette organisation militaire s'est constitué le *Comité guatémaltèque d'unité patriotique*, un vaste regroupement de représentants de larges secteurs de la société guatémaltèque. Nous nous sommes réunis, vingt-six porte-parole, pour appuyer formellement les cinq grands objectifs du manifeste de *l'Unité révolutionnaire*. (Voir l'encadré) Ces deux déclarations portaient un coup très dur à la crédibilité du gouvernement Lucas et je pense qu'elles ont pu précipiter les événements, en inquiétant sérieusement Washington.

En parcourant le texte du manifeste, les principes énoncés vous paraîtront peut-être aller de soi. Il faut comprendre que, dans le contexte actuel, dans un pays en guerre, rien ne va de soi: il faut repartir de zéro. Prenez la situation des indigènes, par exemple. Ils représentent actuellement 75% de la population du pays, mais tout se passe comme s'ils n'existaient pas: les lois, le système d'éducation, la presse écrite et les médias électroniques, tout se fait exclusivement en espagnol. Il y a au Guatemala 23 langues amérindiennes, mais aucune loi n'a jamais été transcrite dans une de ces langues. L'éducation équivaut à un processus d'assimilation à la culture occidentale. Pas étonnant que les indigènes se rallient de plus en plus à la guérilla: c'est la première fois qu'une force politique d'envergure nationale prend leur situation à coeur, au point que ses porte-parole parlent leurs langues.

Injustices et Paix

Relations — Julia Esquivel, vous-même vous êtes chrétienne et c'est au nom de votre foi que vous vous êtes engagée dans le combat révolutionnaire. Cela dépend, pour une part, du contexte politique extrêmement grave que vous venez d'évoquer; mais cela suppose aussi une façon de comprendre la foi qui n'est pas celle de tous les chrétiens. Beaucoup de croyants, en effet, jugent que ce qu'ils doivent mettre au premier rang de leurs préoccupations et de leur vie, c'est la paix, la réconciliation, et le recours à la prière...

Julia Esquivel — Nous croyons à la prière et nous croyons aussi à la paix, à la réconciliation. Mais nous croyons que la paix doit être une paix authentique. Il y a toujours eu des faux prophètes pour crier Paix! Paix!, quand le Seigneur disait "Pas la paix mais le jugement contre les riches qui oppriment les pauvres!". Comme l'a dit le prophète Esaïe, la paix est le fruit de la justice; l'injustice engendre la guerre, et nous le constatons tous les jours.

Nous croyons à la prière et nous savons qu'il y a des communautés chrétiennes partout dans le monde qui prient pour la libération de nos pays; nous croyons à la prière de la communauté de Solentiname, par exemple, à

celle de Mgr Romero, à celle de Mgr Casaldaliga, à la prière des communautés de base des hauts-plateaux du Guatemala...

Nous croyons à la conversion, mais à la conversion tangible, à celle de Zachée qui a restitué quatre fois ce qu'il avait volé et qui a remis aux pauvres la moitié de ce qui lui restait. Nous croyons que la terre appartient à Dieu et que "l'année de grâce du Seigneur" signifie le ra-

chat de la terre, sa rédemption pour la vie des hommes, non plus son exploitation au nom du profit et en vue de la course aux armements. Les hommes doivent être les maîtres de la création, non pas les esclaves d'autres hommes. Et nous croyons que les pauvres, qui nous évangélisent, sont notre trésor, car ils nous aident à redécouvrir l'Évangile, à l'interpréter sans évacuer les exigences du Dieu de la vie.

MGR ROMERO RECONNAÎTRAIT-IL SON ÉGLISE?

par André LeBlanc

La polarisation du conflit social au Salvador a plongé le pays dans une véritable tragédie et le résultat des élections du 28 mars aggrave encore cette impasse. La situation de l'Église est particulièrement difficile, autant à cause de divisions internes que du rôle joué ces deux dernières années par le parti de la Démocratie chrétienne. André LeBlanc, prêtre de la Société des Missions étrangères, a passé plusieurs années en Amérique centrale.

Mgr Romero reconnaît-il aujourd'hui son Église? Il n'est pas facile de répondre à une telle interrogation, surtout quand elle se pose de l'extérieur, à l'abri du drame quotidien dont les bilans annuels dépassent dix mille victimes depuis le temps de Mgr Romero. Pour y parvenir, il faudra d'abord se rappeler ce qu'était devenue cette Église, pendant les trois ans qu'elle fut lucidement et courageusement guidée par lui. Mais au départ de cette réflexion, il ne sera pas sans intérêt d'évoquer les circonstances entourant sa nomination comme archevêque.

Quand il s'est agi de trouver un successeur à Mgr Chavez, qui avait démissionné vers la fin de 1976, le Salvador connaissait déjà de fortes tensions politiques et ecclésiastiques. Suite à l'obstruction de l'oligarchie, le timide projet de réforme agraire du Président Molina se soldait par un échec total et avait cédé

la place à une violente répression contre les paysans qui voyaient s'évanouir leurs maigres espoirs, pourtant légitimes. Par ailleurs, il apparaissait clairement que le futur archevêque serait mis devant un choix très précis: d'une part, la fidélité à Vatican II et Medellín, où l'on avait redécouvert l'Église comme peuple de Dieu et sujet de son destin; d'autre part, le repli sur des positions et des pratiques préconciliaires et le retrait en dehors de l'histoire en train de se faire. Deux noms surgirent¹. D'abord celui de Mgr Rivera y Damas, déjà évêque auxiliaire de la capitale et, à ce titre, favori dans la course au leadership, quoique considéré par l'oligarchie comme un "démocrate-chrétien communiste", à cause de ses idées progressistes. Il y avait également Mgr Romero, candidat auquel rêvaient les forces conservatrices du pays, c'est-à-dire le gouvernement, le nonce, les secteurs les moins avancés de l'Église locale et du Vatican. Ses liens antérieurs avec l'oligarchie, ses sympathies pour l'Opus Dei et ses garanties de conciliation permettaient d'entrevoir qu'il ne générerait en rien les "propriétaires" du



Mgr Oscar Romero

pays. Il fut donc nommé le 8 février 1977 et consacré quinze jours plus tard.